

Communiqué

De presse

Pendant la crise, les affaires continuent . . .

Alors que la réforme du ferroviaire du printemps se met difficilement en place, que la loi Orientation sur les Mobilités (LOM) se fait attendre pour cause de financements incertains, les attaques contre le service public continuent.

Comme nous avons alerté à la signature de la convention TER entre la SNCF et la Région Bourgogne-Franche-Comté, les velléités de fermetures de guichets et de déshumanisation des gares continuent et s'amplifient. Seuls garde-fous à cette situation : notre vigilance et celle des usagers ainsi qu'un article de la convention TER qui stipule que l'accord du maire sur les solutions proposées en substitution à un guichet fermé dans une Gare est un préalable à sa fermeture.

Sur la foi de cet article (56-2), la CGT sollicite les Maires de Côte d'Or concernés par cette situation pour les informer de ces dispositions et de nos propositions et recueillir leur positionnement. Des démarches similaires sont en cours pour les guichets menacés des départements voisins.

Comme la CGT le dénonçait, ces fermetures envisagées dans les gares d'Auxonne, Is-sur-Tille, Nuits st Georges, Venarey les Laumes et Genlis ne sont que le début. Conjugués à la suppression de contrôleurs dans les trains et d'évolutions des règles d'interventions de ceux-ci dans les trains ou sur les quais, SNCF et Conseil régional font du voyageur un délinquant s'il n'a pu se procurer de titre avant de monter dans le train.

Alors que le fonctionnement des distributeurs n'est pas garanti, que les guichets sont destinés à être fermés, cette situation est clairement inacceptable. Cela crée de la colère chez les usagers et ne peut que se transformer en conflictualité sur les quais et dans le train quand les équipes antifraudes sont présentes.

Les technologies doivent améliorer notre quotidien et ouvrir le champ des possibles et non le restreindre par la déshumanisation. L'égalité d'accès pour tous, fondement du service public est clairement remise en cause selon que l'on soit rural ou urbain, connecté ou pas.

À l'heure de la transition écologique nécessaire, c'est bien de plus de transports collectifs et particulièrement ferroviaires dont la collectivité a besoin et non de recherche perpétuelle d'économies et de restrictions.

À l'aune des manifestations du 17 novembre, les réponses apportées par les responsables SNCF et des décideurs politiques doivent être d'un autre niveau. C'est ce que porte la CGT.

Dijon, le 20 novembre 2018

Contact presse : Jean-Christophe GOSSART - 03 80 41 78 23 - 06 20 57 17 28

